



Messages Clefs :

- ◆ **Une forte détérioration de la situation de sécurité alimentaire est confirmée au Mali et les besoins n'ont jamais été aussi élevés depuis 2014.**
- ◆ Actuellement plus de 3,5 millions de personnes sont en insécurité alimentaire dont **760 000 en insécurité alimentaire sévère, soit une augmentation de 128% par rapport à la période mars-mai 2019.**
- ◆ Les besoins devraient atteindre près de 5 millions de personnes pendant la période de soudure (juin-août 2020) **dont plus de 1,34 million en insécurité alimentaire sévère, soit une augmentation de 107% par rapport à la période de soudure 2019.**
- ◆ **Les régions du nord et du centre Mopti et Gao se confirment comme étant les plus affectées avec 49% des besoins d'assistance alimentaire d'urgence, notamment la région de Mopti (41%).** La bande sahélienne est également affectée dans la région de Kayes (15%).
- ◆ **Les projections pour la période de soudure prochaine (juin-août 2020) montrent une dégradation marquée de la situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le nord, le centre du pays ainsi que dans presque toute la bande sahélienne** qui a connu des déficits important de pluie et de biomasse. Les Cercles de : **Nioro, Bandiagara, Douentza, Koro, Gourma Rharous, Ansongo, Bourem, Ménaka, Gao** tous classifiés en phase crise.
- ◆ Les derniers résultats de l'ENSAN février 2020 montrent par contre une amélioration de la situation nutritionnelle dans le pays. La prévalence de la malnutrition aiguë globale (**MAG**) a baissé de **3,1%** (10,5% en septembre 2019 contre 7,4% en février 2020, selon l'ENSAN fev2020). La MAS également a régressé; de **1,8%** septembre 2019 à **1,1%** en février 2020.
- ◆ L'**insécurité** et les **déplacements forcés** couplés avec des **baisses de pluie** en 2019 par endroit sont les principaux facteurs d'une augmentation de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Mali. Ces facteurs contribuent à une diminution des surfaces agricoles, la déstabilisation des moyens d'existence et la perturbation des marchés. Les **perspectives** pour le reste de l'année sont **inquiétantes**. Ce qui nécessiterait un suivi rapproché de la situation alimentaire dans le contexte de l'épidémie mondiale Covid-19 et ses effets sur les moyens d'existence et la sécurité alimentaire des ménages au Mali.



1. Situation de la Campagne agro-

1.1 Agriculture

La campagne agricole 2019-2020 a connu une pluviométrie plus ou moins normale dans le pays malgré quelques irrégularités au démarrage. Les productions céréalières sont **moyennes à bonnes** dans le pays à l'exception du **Sahel Occidental** et une partie de la **région de Mopti**. Le volume de production céréalière est en hausse de **25,5%** par rapport à la moyenne des cinq dernières années et de **7% par rapport à l'année dernière** selon Cellule de planification et des Statistiques du Développement Rural (CPS/SDR). Par contre, elle est **moins bonne dans bande Ouest du Sahel Occidental** à cause des irrégularités pluviométriques constatées au démarrage de la campagne et **dans la région de Mopti** à cause de l'insécurité ayant limité les activités agricoles dans les cercles de **Bankass, Koro, Douentza, Bandiagara et Djenné**. Les superficies non réalisées à cause de l'insécurité dans la région de Mopti

Fig. 1: Evaluation définitive de la campagne 19/20, Sys-

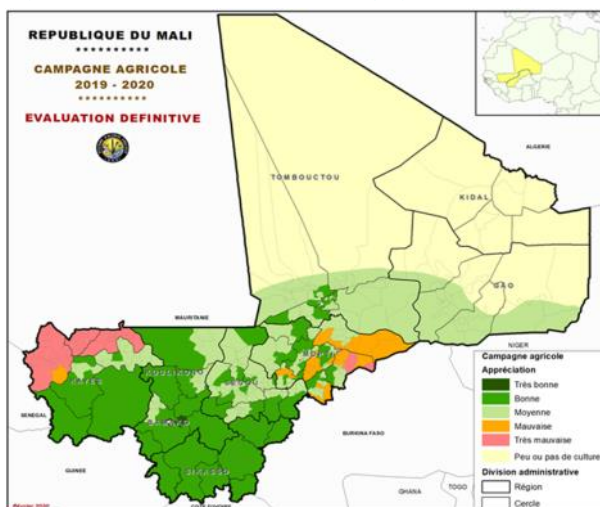
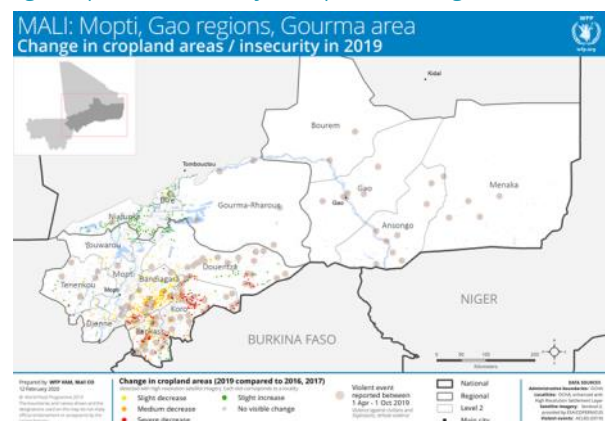


Fig. 2: Liptako Gourma, dynamique surface Agricole a cause



1.2 Elevage

Les pâturages et les conditions d'abreuvement du bétail sont **bons à moyens** dans l'ensemble excepté dans la **bande Ouest du Sahel Occidental** où un déficit important de biomasse avec dégradation rapide liée à la descente précoce des troupeaux, a été observé. L'accès à certains points de pâturage reste **limité dans les zones de conflit du centre et du nord** du pays à cause de l'insécurité ; ce qui peut affecter négativement l'alimentation du bétail et par conséquent les productions animales. Les productions animales sont globalement moyennes à bonnes dans le pays.

Fig. 3: Appréciation du pâturage par les communautés—ENSA

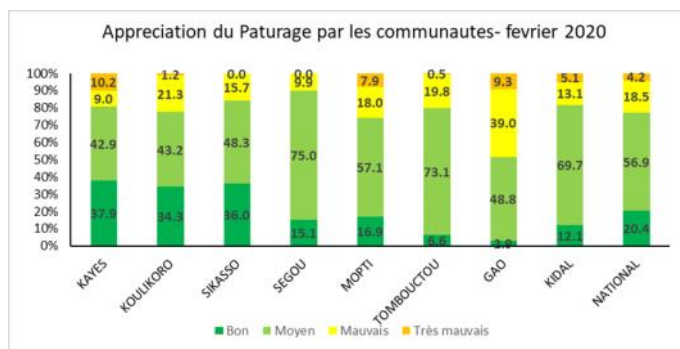
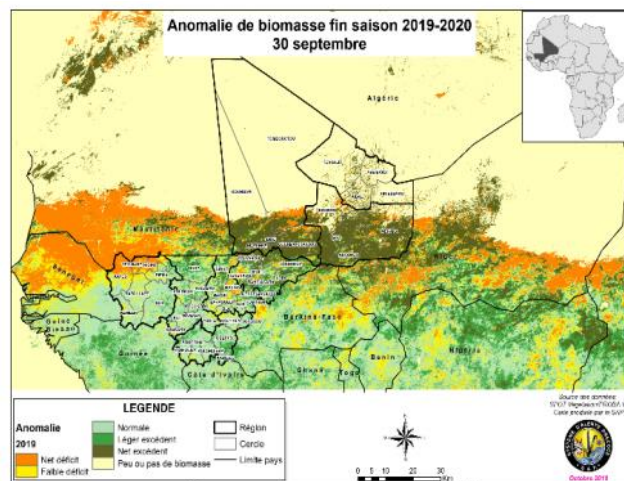


Fig. 4: Anomalie biomasse 30 Septembre



Tenant compte de la baisse de production agricole et fourragère rapport à la campagne précédente; **15 communes** sont en situation de **Difficultés Alimentaires (DA)**, **81 communes** en situation de **Difficultés Socio-Economiques Sévères (DSES)** et **176 commune** en situation de **Difficultés Socio-Economiques Légères** selon la note technique du SAP.

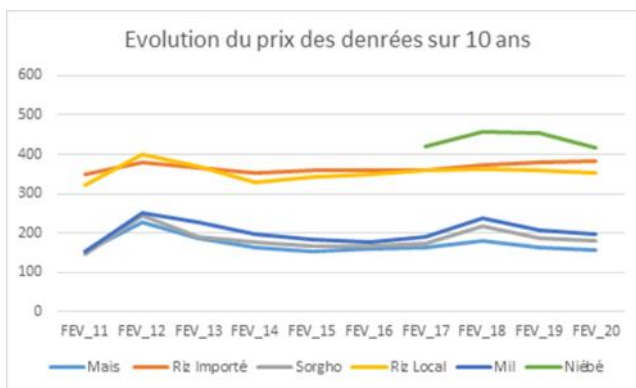
2. Marchés



La **disponibilité en céréales** sur les marchés est en **baisse par rapport à l'année passée et supérieure à la moyenne quinquennale** sur les principaux marchés du pays.

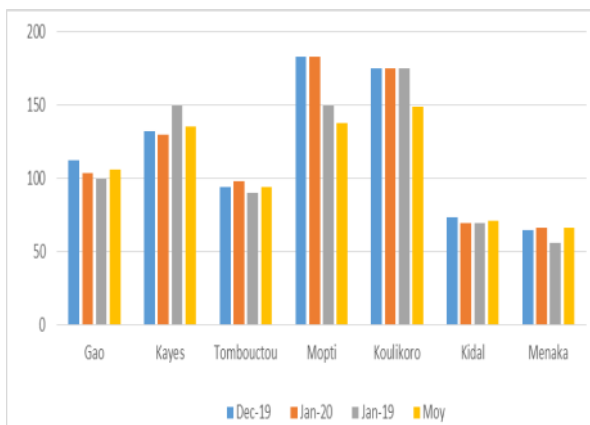
Toutefois, l'offre de façon **globale est suffisante** grâce à l'arrivée des nouvelles récoltes sur les marchés et la disponibilité des stocks reports. Ainsi, les **prix sont en baisse par rapport à la même période de l'année dernière et à la moyenne quinquennale**. Toutefois, sur certains marchés dans les zones de conflit notamment, les prix sont à un niveau élevé par rapport à la tendance nationale.

Fig.5: Evolution du prix des denrées sur les 10 dernières



Les **termes de l'échange-TdE** (chèvre contre mil) sur les marchés pastoraux sont **favorables** aux éleveurs dans l'ensemble, en janvier 2020, grâce à la baisse du prix des céréales. Ils sont par rapport à la **moyenne des 5ans en hausse à Mopti (33%) et Koulikoro (17%)**, quasi **stable à Gao, Tombouctou, Ménaka** et en **baisse de 4% à Kayes**. Ils sont dans l'ensemble supérieurs à ceux de l'année dernière à la même période excepté à Koulikoro, Kidal où ils sont pratiquement similaires.

Fig.6: Evolution des Termes de l'Echange chèvre/mil par



3. Mouvement des Populations

On observe une forte hausse et continue du nombre de personnes déplacées internes (PDI) depuis février 2019 suite à la dégradation de la situation sécuritaire au **centre et au nord** du pays. En un an le nombre de PDI a presque doublé passant de **123 574** en février 2019 à **218 536** en février 2020 soit **+77%**. Les régions de **Mopti et Gao** (inclus Ménaka) concentrent près des trois quart (74%) des PDI du Pays. On dénombre **2 776 réfugiés du Burkina Faso et du Niger**.

Fig.7- Situation des déplacés en février 2020 par cercle

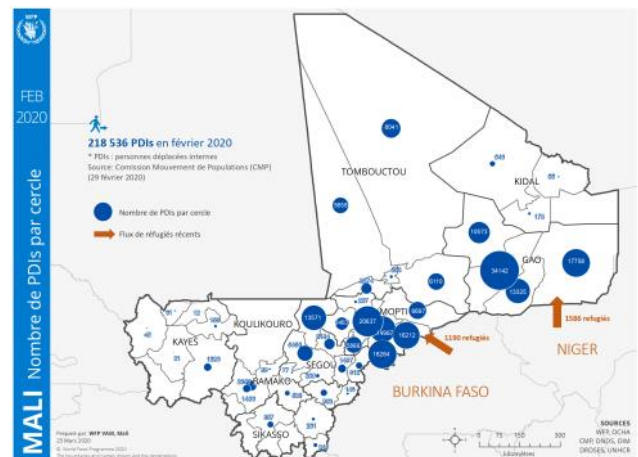


Fig.8- Evolution du nombre de PDI depuis 2012



4. Situation de sécurité alimentaire et nutri-



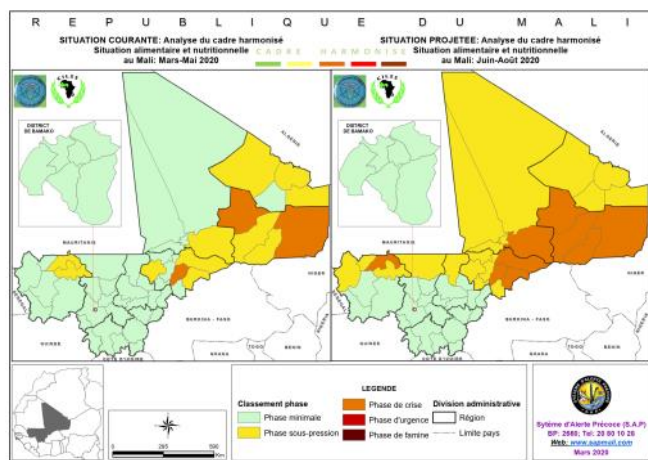
En période soudure pastorale (mars - mai 2020), 3 567 302 personnes (17% de la population totale du pays) sont en situation d'insécurité alimentaire dont **757 217** personnes (4% de la population totale) dans sa forme **sévère** (phase **crise ou urgence** du Cadre Harmonisé) et elles ont besoin d'une assistance alimentaire immédiate principalement dans les Cercles de **Bandiagara, Bourem et Ménaka classifiés en phase Crise**. Comparé à 2019 à la même période, le nombre de personnes en insécurité alimentaire sévère s'est accru de **128%**. Les régions de **Mopti et Gao** concentrent **près de la moitié (49%)** des besoins immédiats d'assistance alimentaire.

Il est important de préciser que **2,8 millions** de personnes actuellement en phase **sous pression** ont besoin également d'**appui en moyens d'existence**.

En période de soudure agro-pastorale (juin à août 2020), toutes les régions du pays, connaîtront une **dégradation de la situation de sécurité alimentaire** des ménages. Ainsi **4 995 628** personnes (24% de la population totale du pays) seront en insécurité alimentaire dont **1 340 741** personnes (7% de la population du pays) dans sa forme sévère (contre **757 217** en période soudure pastorale soit + **77%**) et auront besoin d'une assistance alimentaire d'urgence notamment dans les cercles de : **Nioro, Bandiagara, Douentza, Koro, Gourma Rharous, Ansongo, Bourem, Ménaka, Gao** tous classifiés en phase crise.

Comparé à 2019, le nombre de personnes en insécurité alimentaire sévère (crise ou urgence) **doublera**, passant de **548 644** personnes (juin – août 2019) à **1 340 741** personnes (juin-août 2020). La région de Mopti concentrera à elle seule 40% des besoins d'urgence entre juin et août 2020, suivie de Gao (16%), Kayes (13%).

Fig.9: Situation de sécurité alimentaire mars- mai 2020 et juin-août 2020 et évolution du nombre de personnes depuis 2013

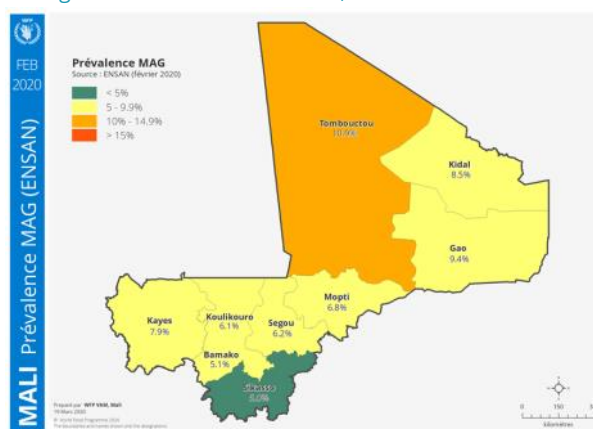


La **hausse** continue du nombre de PDI à cause de la dégradation de la situation sécuritaire au centre et

la **mauvaise campagne agricole dans les régions de : Mopti, Gao** (à cause l'insécurité) ; **Kayes** (irrégularité des pluies); et **Tombouctou** (sécheresse et les inondations) ajoutés aux impacts probables de l'épidémie Covid19 expliquent la **dégradation de la situation de sécurité alimentaire dans le pays**.

La situation nutritionnelle s'est améliorée par rapport à septembre 2019. La prévalence de la malnutrition aigüe globale (**MAG**) a baissé de **3,1%** (10,5% en sep19 contre 7,4% en fev20, selon l'EN-SAN fev2020). La MAS également a régressé; de **1,8%** sept19 à **1,1%** en fev2020.

Fig.10: Situation nutritionnelle, février



5. Situation de la réponse humanitaire

Concernant, le **Plan humanitaire de Réponse 2020**, actualisé avec les résultats du Cadre Harmonisé de mars 2020, le secteur de la sécurité alimentaire aura : **populations affectées** 4,995,628 personnes ; **personnes dans le besoin (PiN)** 2,566,173 personnes ; **populations ciblées** **2,052,938** personnes.

Durant la **soudure pastorale** (mars-mai), les partenaires ont planifié d'assister un peu **plus de 30%** de la population en insécurité alimentaire durant la période en assistance alimentaire et en appui aux moyens d'existence, principalement dans les régions du Nord, du Centre et une partie de la région de Kayes.

Il est urgent de prendre des mesures pour limiter la détérioration de la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle pendant la **soudure principale (juin-septembre)**.

A ce contexte déjà **fragile**, s'ajoute l'apparition des cas de Covid-19 au Mali. Ainsi, les mesures prises par les différents gouvernements y compris le Mali auront des répercussions négatives sur l'environnement socio-économique, le disfonctionnement des marchés alimentaires et la pression sur les moyens d'existence des ménages vulnérables. Cette situation présage des **perspectives très inquiétantes** pour le reste de l'année.